

Rapport sur la question paysanne¹

Beaucoup de camarades des partis étrangers, et même des meilleurs partis, pensent que la question paysanne est quelque chose de tout à fait secondaire. Quoique ce soit à présent chez nous la grande mode de se proclamer léniniste, et de lutter tout naturellement contre le trotskysme, il y a cependant beaucoup de partis qui consacrent une attention insuffisante à la question paysanne. Beaucoup de camarades et de partis pensent même que la question paysanne n'est importante que pour un pays aussi arriéré que la Russie, mais qu'elle est secondaire pour les pays avancés. Cette idéologie est complètement fautive et, entre parenthèses, un petit peu trotskyste. C'est précisément [Trotsky](#) qui développe, dans sa théorie de la révolution permanente, l'enchaînement d'idées suivant : en Russie, le prolétariat ne peut défendre son pouvoir, après sa victoire, qu'avec l'aide des organes d'Etat du prolétariat occidental, parce que la majorité de la population russe est agricole.

Cette assertion est fautive. Elle n'est pas seulement fautive, elle manque même de logique. La victoire du prolétariat international, ce serait sa victoire à l'échelle mondiale, la conquête du pouvoir dans le monde entier, et alors nous devons nous demander : quelle est la composition de la population de toute la terre ? Si nous posons la question de cette façon, nous remarquerons immédiatement que le prolétariat constitue la minorité relative et absolue de la population totale de la terre, par rapport à une majorité paysanne prépondérante. Peut-on donc éliminer cette question ? Peut-on dire que la révolution mondiale et la victoire mondiale du prolétariat résolvent le problème ? Nullement. Au contraire, avec la victoire internationale du prolétariat, ce problème se reproduira sur une plus large échelle. Voici quelques chiffres illustrant ma pensée : nous savons que la population du globe est de 1 700 000 000 d'habitants. Plus de la moitié de ce nombre habite l'Asie (environ 900 millions). La Chine seule compte 436 millions, ce qui veut dire que près d'un quart de la population du globe habite la Chine, et sur ces 436 millions — il est vrai que la statistique est extrêmement mauvaise — environ 400 millions sont des paysans. Aux Indes, la proportion des paysans vis-à-vis de la population totale est de 220 à 320 millions. L'immense majorité de la population coloniale est composée de paysans.

Nous savons tous que la question coloniale joue un rôle très grand dans le processus de la révolution mondiale du prolétariat. Nous savons très bien que les contradictions entre le capital de la métropole développée et les colonies arriérées comptent parmi les principaux antagonismes du capitalisme, qu'elles ne sont pas autre chose que les contradictions entre la ville mondiale, centre de l'industrie et de l'économie actuelles, et le village mondial, c'est-à-dire la périphérie coloniale de ces centres. Presque toutes les questions principales de notre politique sont liées d'une façon ou d'une autre à la question coloniale. Même la question de l'unité syndicale, en connexion avec l'orientation à gauche du prolétariat anglais, est étroitement liée à la question des colonies. Et la question coloniale constitue une forme spécifique de la question agraire et paysanne. Il n'y a donc pas de doute que ce problème n'est pas un problème négligeable et secondaire. On peut dire qu'il constitue un des problèmes les plus importants de notre époque. Mais on ne saurait l'envisager exclusivement de ce point de vue. Il faut l'envisager au contraire du point de vue de la production et de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Si la population paysanne constitue une si grande partie de la population totale, il est tout à fait clair qu'elle est économiquement d'un assez grand poids.

Le prolétariat industriel des pays développés a parfois cette idée fautive que ce problème ne serait pas important. Mais quelle est la réalité ? En ce qui concerne la situation économique, l'Angleterre est située en Asie, et la France, au point de vue économique, est située en Afrique. Il est tout à fait clair que la grande attention que la classe ouvrière anglaise consacre actuellement à la question des colonies est un pressentiment des problèmes futurs. Le simple ouvrier anglais qui voit les troubles des Indes doit se demander : « Si je soutiens maintenant les Indes et si elles se détachent de la Grande-Bretagne, qu'est-ce que je mangerai alors, après la conquête du pouvoir politique ? » Une telle façon de poser la question se rencontre déjà dans certains milieux du prolétariat développé, économiquement qualifié. Elle est en connexion avec le fait que la question de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat est devenue une des questions principales de notre époque.

Mais comment la chose se présente-t-elle si nous envisageons la question paysanne du point de vue du rapport des forces sociales en présence au moment actuel ? Si nous demandons sous quelle influence se trouve la classe paysanne, comment se répartissent ses forces entre les différentes catégories, nous devons dire que nous avons dans les pays coloniaux et semi-coloniaux une forte influence sur la classe paysanne, mais que notre influence dans les pays industriels les plus importants est presque égale à zéro. En Allemagne, où les dépressions économiques avec leurs diverses conséquences ont sévi après la guerre de la façon la plus cruelle, nous voyons que l'Union agraire nationale, qui se trouve sous la direction des grands propriétaires fonciers, compte plus de deux millions de membres fermement organisés. Même la moitié du prolétariat se trouve dans cette organisation. Qu'est-ce que cela signifie ?

Si vous ne tenez compte que de ce fait, et si vous comparez ensuite le nombre des grands paysans, des paysans moyens, des petits paysans et des semi-prolétaires, appartenant à cette organisation, vous verrez que la grande majorité de la classe paysanne et la moitié du prolétariat agricole sont directement groupés dans des organisations ennemies. La composition sociale de l'Union agraire nationale, au point de vue de la direction, est celle-ci : à la tête, il y a les grands

1 **Notice** : publié dans *La question paysanne en U.R.S.S.* (1924-1929, François Maspéro, 1973, Livres « Critiques de l'économie politique », pp. 197-212. Il s'agit du rapport à l'Exécutif élargi de l'Internationale communiste de mars-avril 1925, publié dans les *Cahiers du bolchevisme*, n° spécial du 22-5-1925. Références dans la bibliographie de W. Hedeler : n° 1102 et 1290 (en français), 1177 (en russe), 1186 (IPK)

agrariens et les grands capitalistes ; l'idéologie est monarchiste : la colonne vertébrale de l'appareil est composée d'anciens officiers et de fonctionnaires supérieurs. En France, où les paysans ont une idéologie moins réactionnaire qu'en Allemagne, le tableau est pourtant aussi assez terrifiant. Il y a plusieurs grandes organisations paysannes qui toutes se trouvent sous la direction des grands agrariens et des grands capitalistes.

La structure de ces organisations est assez semblable dans tous les pays. Elles ont comme directeur un parti ou plusieurs partis politiques. Leur forme d'organisation est une sorte de syndicat agricole réunissant des membres de toutes les catégories — des grands agrariens jusqu'au plus petit paysan et même jusqu'à l'ouvrier agricole. Cependant, au sein de cette organisation, il y a une certaine hiérarchie, à la tête de laquelle se trouvent toujours des grands capitalistes. Ces cadres sont excellents, quant à leur hostilité contre le prolétariat.

Cette organisation est liée à des coopératives de différentes espèces, qui sont économiquement liées à des banques.

Je ne vous ai cité que deux exemples, ceux de la France et de l'Allemagne, mais une situation analogue existe presque partout.

Dernièrement, nous avons vu, il est vrai, une différenciation au sein de ces organisations. C'est un processus assez important et assez ample. Mais, si nous envisageons la situation en général, si nous faisons le bilan et si nous excluons les pays coloniaux, nous voyons que notre travail se trouve dans la période initiale.

Dans une période où les vagues de la révolution montent rapidement, nous pouvons entraîner de larges couches du prolétariat et imprégner de nos idées de larges couches du peuple.

Mais, vivant à présent dans une période de stabilisation, même passagère, il y a à craindre que toutes ces couches ne soient utilisées contre le prolétariat.

Le fascisme, la réaction noire, a ses meilleures réserves au village. C'est vraiment une situation scandaleuse que, en Allemagne par exemple, la moitié du prolétariat agricole se trouve dans le camp ennemi. Avec une telle proportion des forces, il est très difficile de conquérir le pouvoir.

Je puis dire par conséquent qu'au point de vue du prolétariat révolutionnaire, de même qu'au point de vue du léninisme, ce serait la plus grande sottise de considérer cette question comme secondaire.

Toute la bourgeoisie, les milieux agrariens et l'industrie lourde comprennent très bien la situation. Les professeurs à la solde des grands propriétaires fonciers et du grand capital considèrent consciemment la classe paysanne comme la dernière réserve du camp contre-révolutionnaire et fondent leurs espoirs sur son caractère conservateur.

Naturellement, on peut dire que les espoirs de la bourgeoisie et des agrariens sont limités. La bourgeoisie et les agrariens ne comprennent pas que le conservatisme de la classe paysanne n'est pas un trait éternel et qu'il y a aussi dans l'histoire d'autres époques, comme celles des révoltes paysannes, qui n'ont rien de commun avec ce conservatisme. Et aujourd'hui l'ordre bourgeois est si profondément ébranlé que différents traits du conservatisme paysan disparaissent. Nous savons qu'à l'époque antérieure, celle du rapide développement du capitalisme, surtout dans les pays les plus avancés, même quelques couches du prolétariat s'étaient embourgeoisées. Il est encore plus compréhensible que certaines couches de la classe paysanne, par exemple les couches possédant de la propriété privée et travaillant individuellement, etc., aient rejoint encore plus vite le camp bourgeois.

Mais cette époque du capitalisme organique était une époque spécifique, et il est impossible de transporter mécaniquement le caractère spécifique de cette époque à une autre et surtout impossible de le transporter à notre époque.

On peut aller jusqu'à poser cette thèse que, parallèlement à la disparition de ces éléments embourgeoisés du prolétariat, au « désembourgeoisement » du prolétariat, s'il est permis de s'exprimer ainsi, se poursuit un processus analogue au sein de la paysannerie. Ce processus commence d'abord dans les couches semi-prolétariennes de la paysannerie, chez les « paysans pauvres », etc. Naturellement, il est plus lent que le processus de désembourgeoisement du prolétariat, et c'est pourquoi notre tâche d'étendre notre influence sur ces couches de la population est plus difficile que la conquête des parties embourgeoisées, social-démocratiquement infectées, du prolétariat. Mais plus le problème est difficile, et plus d'énergie nous devons y appliquer. Nous devons attirer beaucoup de couches de paysans pauvres, de petits paysans, sous notre influence, sinon nous ne pourrions pas remporter la victoire.

Grosso modo, la période actuelle du développement du capitalisme n'est, du point de vue social, qu'une lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat pour la conquête de la classe paysanne. Je dois dire que la bourgeoisie comprend ce trait caractéristique beaucoup mieux que les partis communistes. Il y a là un grand danger. Nous parlons de la tactique du front unique, nous avons parlé du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, nous avons adopté une résolution sur la nécessité de conquérir la classe paysanne, etc. Mais nous faisons fort peu pour cela, tandis que la bourgeoisie applique la véritable tactique du front unique envers les paysans et obtient beaucoup de résultats.

Il y a à présent en France un très grand mouvement dans les milieux agrariens et bourgeois. Les mots d'ordre sont à peu près ceux-ci : « Retour à la campagne », ou bien : « Par la terre et pour la terre » ou bien : « La terre à la famille paysanne », etc. Il existe par exemple un courant qui dit : « Nous devons produire davantage, nous avons besoin de grandes entreprises agricoles industrialisées. » Mais la majorité des agrariens dit : « Non, ce serait juste du point de vue économique et technique, en vue du relèvement immédiat de la production, mais de notre point de vue de classe nous ne devons pas agir ainsi. Nous ne devons pas permettre que tant de prolétaires soient rassemblés. Au point de vue social, nous voudrions plutôt donner la terre aux paysans. » Et, en effet, on fait en France différentes tentatives de remplacer les ouvriers agricoles émigrés dans les villes par des travailleurs étrangers, polonais, tchèques, italiens, etc., qui reçoivent même parfois de petits lopins de terre, parce qu'on veut créer un terrain solide pour le relèvement de l'agriculture et acquérir une base sociale plus forte.

Il en est de même en Allemagne : une discussion analogue est en cours entre une aile plutôt agrarienne et une autre qui a un caractère moins agrarien.

Je cite ces faits pour démontrer que la bourgeoisie applique la tactique du front unique consciemment et méthodiquement, et non seulement avec de bonnes paroles, comme nous le faisons parfois.

Récemment, j'ai vu dans un journal de la finance américaine une formule nette de la tactique du front unique de la part de la bourgeoisie. Le capital financier dit aux *farmers* : « Les démagogues (c'est-à-dire les communistes) vous proposent le front unique avec la classe ouvrière. L'idée de la tactique du front unique est bonne. Les farmers ont besoin du front unique, d'une alliance politique. Mais ils doivent la chercher chez les banquiers, chez les grands industriels. » C'est ainsi que l'idée de la tactique du front unique est retournée contre le prolétariat.

Mais comment réalise-t-on cette tactique ? Cette tactique, qui consiste en différentes concessions de la bourgeoisie à la classe paysanne, a différentes formes. Premièrement, des réformes agraires dans les pays arriérés. Il est vrai que la cause de ces réformes est la pression de la classe paysanne. Elles sont naturellement insuffisantes. Il faut les combattre et présenter des revendications plus larges, plus révolutionnaires. Mais ces réformes sont parfois aussi très prudentes et très rusées. Par exemple, dans quelques pays limitrophes de la Russie, les paysans reçoivent d'abord une parcelle de la terre à répartir, puis encore une parcelle et plus tard encore une autre, et ainsi on maintient toute la classe paysanne dans l'espoir que sa situation s'améliorera de plus en plus. Ainsi, les gouvernements tiennent les paysans dans leurs mains. En Roumanie, la réforme a été réalisée moins prudemment, mais la bourgeoisie n'en a pas moins attiré à elle une partie des paysans.

La seconde forme de cette tactique bourgeoise est celle du crédit agricole et des coopératives. Au point de vue *formel*, c'est le même problème que chez nous. Au point de vue du caractère *sociale* et du but historique, c'est quelque chose de tout à fait différent. Le poids principal repose chez nous sur le crédit agricole. La réforme d'organisation est la coopérative.

Voici un exemple. En Allemagne, les organisations des agrariens et des paysans ont beaucoup de banques qui sont liées aux plus grandes banques du Reich. En Finlande, la coopération paysanne est concentrée dans deux banques privées. Aux Etats-Unis, les trusts et les financiers ruinent le farmer ; en même temps, ils lui avancent des capitaux et le tiennent ainsi entre leurs mains.

Une autre forme enfin consiste à réclamer des tarifs protectionnistes : par là, les grands propriétaires fonciers attirent les paysans, précisément pendant la crise agricole, dans leur sphère d'affluence.

J'ai parlé ici des aspects de la tactique de front unique de la bourgeoisie à l'égard des paysans. Si nous envisageons ce danger avec toute la netteté nécessaire, nous devons comprendre qu'une réorientation des partis communistes s'impose. La faute principale du trotskysme consiste dans la sous-estimation de la question paysanne. Beaucoup de camarades crient beaucoup contre le trotskysme, tout en maintenant dans cette question leur point de vue erroné : c'est une situation impossible.

Nous avons essayé, dans le P.C.R., de trouver la juste ligne, et nous l'avons trouvée. C'est principalement pour cela que nous avons combattu le trotskysme et que les autres doivent en faire autant. Quand ils disent qu'ils sont contre le trotskysme, leur première tâche est d'avoir des vues justes dans la question paysanne, et encore plus de suivre une juste ligne politique.

Quels préjugés s'opposent dans les partis communistes au point de vue juste ? Je pense que la base principale de ces préjugés réside dans l'idéologie corporatiste qu'on trouve encore chez les ouvriers des pays industriels. Il y a quelque temps, je causais avec un excellent camarade allemand, qui me disait entre autres : « Que voulez-vous, avec le gouvernement ouvrier et paysan ? Ce mot d'ordre n'allèche plus aucun chien, et encore moins un ouvrier. » Qu'est-ce que cela comporte, du point de vue de nos pronostics ? Cela entraîne la nécessité de concentrer nos forces pour vaincre cette idéologie.

Lénine a dit une fois que la plupart des fautes, dans les luttes et dans la révolution en général, proviennent de ce que les mots d'ordre et toute l'orientation d'une époque, où ils étaient très bons, sont transplantés mécaniquement dans une autre époque. Dans l'époque antérieure du capitalisme, la question principale était celle-ci : comment le capitalisme

se développera-t-il ? Oui vaincra ? La grande entreprise ou la petite entreprise ? Dans quelle mesure le processus de différenciation de l'ancienne paysannerie se poursuivra-t-il ? Combien de temps le capitalisme se développera-t-il encore ? La norme de la lutte était celle-ci : tout ce qui entrave le développement du capitalisme doit cesser. Nous devons exterminer tous les obstacles sur la voie du prolétariat. Voilà ce qui fut l'orientation générale. Mais aujourd'hui, où nous avons une tâche essentiellement différente, la conquête du pouvoir politique, le renversement du capitalisme, et où nous n'avons plus à nous occuper de pronostics, une telle orientation est tout à fait fautive.

L'ancien principe d'organisation était celui-ci : la constitution de notre propre classe est la tâche principale. C'était presque tout pour nous. A une époque, au contraire, où nous nous trouvons en face de la question immédiate de la conquête du pouvoir politique, la question des alliés est une des plus graves de toute la politique.

A l'époque de la conquête du pouvoir politique, il n'y a rien de plus nuisible que la psychologie corporative. On peut la couvrir de toutes sortes de prétextes, mais objectivement c'est de l'opportunisme.

En quoi consiste le trotskysme ? C'est la même chose : plus pour le prolétariat, plus pour l'industrie, moins « face au village ». Et c'est ce qui renferme un danger de cassure du bloc entre les ouvriers et les paysans, c'est-à-dire d'anéantissement de la dictature prolétarienne.

C'est précisément par cette opinion : « Pourquoi dois-je m'occuper de ces villageois ? », que s'exprime l'opportunisme de nuance trotskyste, qu'il se couvre ou non de toutes les couleurs prolétariennes.

Dans mon projet de thèses, toutes les grandes questions de la politique agraire et paysanne sont envisagées sous trois aspects principaux :

1. Longtemps avant la conquête du pouvoir politique.
2. Immédiatement avant la conquête du pouvoir politique.
3. Après la conquête du pouvoir politique.

La non-compréhension de ces changements est une des grosses fautes de la période précédente. Nous avons toujours soutenu et soutenons encore contre les réformistes que la grande entreprise est économiquement plus rationnelle. Nous serions des réactionnaires si nous nous opposions aux progrès de la grande entreprise. Mais si, par exemple, pendant la conquête et à la veille de la conquête du pouvoir, nous ne voulions pas morceler la grande propriété, uniquement parce que la grande entreprise est économiquement plus avantageuse, pour en donner une partie aux paysans, nous perdrons toute la révolution.

Je voudrais mentionner ici l'exemple le plus saillant, à savoir celui de la révolution hongroise. J'affirme que nous n'avons pas profité complètement de l'exemple des camarades hongrois. Il serait très nécessaire que tous les partis communistes lisent les livres, les documents et les déclarations qui s'y rapportent pour comprendre ce qui s'est passé là-bas. On peut affirmer que la cause principale de la défaite de la révolution hongroise était la question agraire, la politique absolument inadmissible des camarades hongrois dans cette question.

La situation en Hongrie était la suivante : 72 % de petits exploitants ne possédaient que 15 % de toute la terre. Il était absolument nécessaire de répartir entre eux les grands domaines. Au lieu de gagner socialement la classe paysanne, au lieu de l'attirer vers le prolétariat, au lieu de se créer une large base au sein de la classe paysanne et de soulever ainsi un grand enthousiasme dans l'armée rouge pour surmonter la force de résistance des paysans, on a fait une tout autre politique, on n'a rien réparti, en disant naturellement que les grandes entreprises sont techniquement plus rationnelles. On a lancé à ce sujet une déclaration très intéressante du parti communiste à l'assemblée des soviets ouvriers.

La classe paysanne est en révolte, le prolétariat a besoin d'un allié, et en ce moment le parti communiste dit (dans cette déclaration) qu'il serait absolument faux de répartir les grands domaines fonciers, car ce serait un renforcement de la propriété privée. Par cette politique, on a si bien soutenu la dictature prolétarienne que l'ancienne propriété privée appartient aujourd'hui de nouveau, telle qu'elle était autrefois, aux anciens propriétaires ! Même si nous partons du point de vue que les forces étaient insuffisantes et que nous avons perdu le pouvoir pour d'autres causes, nous aurions pourtant eu un terrain propice dans la classe paysanne.

Les paysans diraient que les communistes leur ont donné la terre, que le grand propriétaire foncier la leur reprend et que les communistes sont de bons gars. Ce serait naturellement un excellent argument en notre faveur. Mais le souvenir d'une telle déclaration nous démontre la faute. Dans des conditions si difficiles, sans allié, le prolétariat devait naturellement perdre la bataille. Mais il est intéressant que quelques camarades hongrois ne comprennent pas cela encore aujourd'hui.

En 1919, c'est-à-dire il y a environ six ans, [Varga](#) ne l'a pas compris, mais il le comprend aujourd'hui. Mais le camarade Hevési ne le comprend pas encore. Dans l'organe de notre Internationale paysanne, il écrit des phrases destinées à servir de justification à cette politique. Il dit que la situation en Russie est foncièrement différente de celle de Hongrie. En Hongrie, nous avons un petit pays avec une industrie plus développée qu'en Russie, et le travailleur

industriel a besoin de plus de denrées agricoles, qu'il ne peut avoir que par des moyens de production agricole plus perfectionnés, c'est-à-dire par la grande entreprise. Et il écrit à peu près : « Notre faute a consisté exclusivement en ce que nous n'avons pas fait tout pour faire entrer cette conception dans la conscience sociale, surtout dans la conscience de la classe paysanne. »

La conscience est une excellente chose pour les paysans hongrois. Mais ce qui leur est essentiel, c'est que nous ne leur avons rien donné. Or, nous n'ignorons pas que la question de ne rien donner ou de donner quelque chose pèse toujours dans la balance plus lourd que n'importe quelle conscience. Cela est encore plus vrai pour le paysan. Le gouvernement soviétique hongrois nous donne une grande leçon. Nous avons aussi parlé à nos congrès de l'Italie et de la Pologne. Je pense qu'il serait très bon de publier tous les documents de l'histoire hongroise, de même que de l'histoire du développement révolutionnaire en Italie et en Pologne, et d'autre part en Russie.

Il ne faut pas oublier notre situation avant la révolution d'Octobre : une fermentation révolutionnaire très profonde dans la classe paysanne. 242 revendications formulées dans différentes réunions paysannes de plusieurs provinces de Russie furent envoyées à Moscou et à Pétersbourg. Il y en avait dans le nombre beaucoup de sottises et d'utopiques, nous l'avons tout de suite reconnu. Mais pourtant nous avons déclaré aux paysans que nous transformerions, immédiatement après la conquête du pouvoir politique, leurs revendications en lois. Nous avons soutenu leurs revendications et les avons en effet proclamées lois après la conquête du pouvoir.

Au point de vue de la technique de la production, nous y avons perdu. Mais c'était le prix dont nous avons acheté la victoire, en échange duquel nous avons réussi à consolider la dictature, le bloc entre la classe paysanne et la classe ouvrière. Nous devons donc étudier les expériences négatives de la révolution hongroise, les expériences négatives d'Italie et l'expérience positive de la révolution d'Octobre russe. Je pense que les partis communistes doivent étudier ces leçons pour mettre un terme au scepticisme, pour voir que la question paysanne ne constitue pas une question secondaire, mais une tâche stratégique de premier ordre, sans laquelle la victoire est en général impossible.

Si nous considérons la situation actuelle dans les campagnes, nous devons d'abord constater un changement des rapports mutuels entre la ville et les campagnes depuis la guerre.

Marx a dit une fois : le changement des rapports entre la ville et les campagnes est un signe de changement de l'époque en général. C'est absolument juste. Le développement du capitalisme entraînait une inégalité entre la ville et la campagne, et la période actuelle a également des traits spécifiques en cette matière : le poids spécifique du village par rapport à la ville est devenu plus grand. Dans notre économie, l'agriculture joue aujourd'hui un rôle plus grand, par rapport à l'industrie, qu'avant la guerre. Au point de vue social, les agrariens et la classe paysanne jouent aujourd'hui un rôle relativement (non pas absolument) plus grand que les classes urbaines. Et voilà pourquoi, au point de vue politique aussi, l'influence et la puissance du village ont augmenté.

Le deuxième grand phénomène dans ce domaine est la crise agraire, dont ont déjà parlé Zinoviev et Varga.

Le troisième phénomène, lié aux deux autres, est l'activité croissante de la classe paysanne dans tous les pays sans exception.

Enfin, le quatrième phénomène, de nature sociale, est la différenciation des paysans et de leurs organisations. Voilà les caractéristiques spécifiques, les phénomènes les plus importants de cette situation.

Sur cette base se développe le mouvement paysan dans les contradictions suivantes : l'antagonisme entre les grands agrariens et les paysans, entre les paysans et le grand capital, première ligne de contradictions ; une autre ligne est constituée par les contradictions au sein de la classe paysanne. Toutes ces contradictions nous donnent la possibilité de profiter de la situation et de tirer les conclusions politiques nécessaires. Ces contradictions se développent sous des formes différentes. La contradiction entre les paysans et les grands agrariens se développe dans les pays arriérés avec une netteté particulière à propos de la réforme agraire. C'est la lutte pour la terre. L'antagonisme entre la paysannerie et la bourgeoisie, dans les pays soi-disant civilisés, se développe sur deux lignes principales : d'un côté, la politique fiscale ; de l'autre, la politique économique, les syndicats patronaux et les trusts. Et il faut ajouter le troisième élément, celui du danger de guerre.

Tout cela donne une base objective à notre politique. Nous n'avons qu'à utiliser les contradictions entre le grand propriétaire foncier et le paysan dans les pays arriérés, et nous aurons la solution révolutionnaire de la question agraire au sens essentiel du mot. Dans la question des impôts, des prix du blé, des prix des produits industriels, nous devons lancer le mot d'ordre de la lutte commune contre le capital des trusts.

Je dois souligner que, dans quelques partis communistes, on ne comprend pas encore que nous devons aller aux paysans avec des revendications tout à fait empiriques, tout à fait concrètes, les seules qui produisent un fort effet sur les paysans. Les partis communistes ne doivent pas nier toutes ces revendications partielles. Au contraire, nous pouvons leur accorder beaucoup plus, mais nous devons rattacher toutes les revendications partielles à notre perspective révolutionnaire. Voilà ce qui est pour nous spécifique.

Quelle est la meilleure méthode pour soulever les paysans contre l'Etat bourgeois? Ce sont précisément les impôts. La politique fiscale est la politique de l'Etat. Si le paysan proteste contre le fardeau des impôts, il proteste contre l'Etat.

Ce qui est le plus important pour nous, c'est de mettre le paysan en conflit avec l'Etat bourgeois. La politique fiscale et les revendications communistes dans la politique fiscale, voilà le point le plus important susceptible de conduire le paysan de l'amour pour l'Etat bourgeois à la haine de l'Etat bourgeois.

Il y a des camarades qui sont d'avis que, si nous réduisons le fardeau fiscal des paysans, nous aggraverons d'autant ce fardeau pour les ouvriers. C'est un très mauvais argument. Au contraire ; précisément parce que les paysans pauvres et moyens sont aussi intéressés que les ouvriers à la réduction des impôts, précisément pour cela, nous devons lutter côte à côte. Il en est de même en ce qui concerne les prix des produits industriels. Une des causes les plus importantes du problème des « ciseaux » réside dans la politique des organes monopolistes du capitalisme. Le mot d'ordre de la lutte contre le capitalisme monopoliste, contre les profits des cartels, sous la forme de la campagne pour la réduction des prix industriels, est très susceptible d'unir les forces des ouvriers et des paysans.

Il en est de même en ce qui concerne la lutte contre le danger de guerre.

Sur la base de cette situation nous voyons à présent différents mouvements au sein de la classe paysanne, des mouvements d'un type tout à fait différent, des mouvements agraires révolutionnaires, sur la base de la crise agraire, etc. Une forme spécifique était le mouvement des farmers aux Etats-Unis, où encore un tiers des farmers étaient ruinés. Il y a encore des mouvements causés par de mauvaises récoltes, comme, dans plusieurs cas, en Allemagne. Un grand chapitre de l'histoire des mouvements est celui des mouvements coloniaux. Il y a aussi différentes espèces mixtes de mouvements. Mais il n'y a pas de doute que le nombre, l'intensité, le poids social, de ces mouvements sont allés en augmentant ces temps derniers. Le processus de différenciation au sein des organisations paysannes est un phénomène général. Ce phénomène se poursuit dans tous les pays où il existe des organisations paysannes.

J'ai déjà décrit la situation. Dans tous les pays, à l'exception des colonies, la direction des organisations paysannes se trouve entre les mains des grands agrariens et des grands paysans. Depuis quelque temps, nous assistons à un processus de différenciation et de séparation des organisations de petits paysans, etc. En Bulgarie, il y a une aile gauche assez puissante au sein de l'Union de Stambouliski, en Tchécoslovaquie ce sont les petits fermiers indépendants (Domoviny). Des phénomènes analogues se rencontrent en Allemagne, en Pologne, en France, etc.

Cette ligne principale de différenciation dans les organisations paysannes ne fait aucun doute. Nous nous trouvons là en face de différentes questions de propagande, d'agitation et d'organisation.

J'ai déjà parlé de la propagande et de l'agitation.

Dans la question des organisations paysannes, nous devons envisager plusieurs types et plusieurs possibilités. Là où il existe déjà des organisations, elles peuvent exister sous deux formes principales, celle d'un parti politique et celle d'une union paysanne. Je pense qu'en général notre tactique envers les organisations déjà existantes doit consister à soutenir l'aile gauche de ces organisations ou à faire bloc avec elles. La façon et la méthode dépendent des circonstances. Dans quelle mesure et quand aurons-nous à faire la scission entre cette aile gauche et l'organisation, cela dépend également des circonstances. Ce qui caractérise toutes ces organisations, c'est qu'elles renferment les éléments sociaux les plus divers, depuis le grand agrarien jusqu'à l'ouvrier agricole. Cela se voit même dans des organisations qui se sont déjà séparées, où on trouve encore différentes catégories sociales de paysans. Nous devons soutenir les organisations de gauche au sein des partis et des unions. Mais, s'il est nécessaire, nous devons aussi scinder.

L'essentiel est cependant de savoir quelle forme d'organisation nous devons préférer *si l'initiative dépend de nous*. Je ne pense pas que ce soit la forme d'un parti politique, *mais bien celle d'une union paysanne*. Les partis politiques sont moins recommandables, pour différentes raisons. Par exemple, les membres de notre parti devraient être organisés d'un côté dans le parti communiste, de l'autre côté dans un parti analogue. En outre, nous n'aurions que des groupes communistes de paysans, seulement une fédération et non pas des organisations larges de la paysannerie. Nous n'avons pas besoin de sectes communistes de paysans, ni de petits groupes, nous devons encadrer la grande masse des petits paysans. Pour cela, la forme de l'union paysanne est beaucoup plus avantageuse. Nous n'avons pas besoin d'offrir à ces paysans le programme communiste complet. Ce serait les condamner à une indigestion de communisme. Nous devons dresser des revendications assez élémentaires, plus radicales que n'importe quelle autre organisation, donner à notre organisation plus d'ampleur, nous y assurer l'influence prépondérante par l'activité de nos camarades. Nous pouvons, si c'est nécessaire, y constituer des fractions. Mais il peut y avoir aussi des situations où l'organisation se trouve sous notre influence sans que nous y ayons des fractions. C'est donc la forme de l'union paysanne qui est la plus apte, et non pas celle des partis politiques. Quelques-uns de nos partis ont déjà obtenu des résultats à cet égard. Mais, en comparaison avec la grande tâche qui s'impose à nous, ce ne sont que les premiers et faibles pas dans la voie de la conquête des masses.

Je voudrais encore parler du problème spécifique des rapports entre la classe ouvrière et les paysans en Russie. Je pense cependant qu'il sera plus utile de le traiter dans mon rapport sur la discussion dans le parti russe.

Je souligne une fois de plus : on étudie trop peu dans nos partis. C'est, cependant, une nécessité élémentaire.

La bourgeoisie comprend beaucoup mieux le problème, elle étudie beaucoup mieux que les partis communistes.

J'espère et je souhaite qu'après cet exécutif élargi et après les thèses sur la bolchevisation des partis, tous les

partis communistes et l'internationale communiste se bolcheviseront enfin réellement et s'occuperont en premier lieu de la question agraire et paysanne, c'est-à-dire feront dans ce domaine la politique léniniste qui s'impose. (*Applaudissements prolongés.*)

DISCOURS DE CLOTURE

La plupart des orateurs n'ont pas élevé d'objections contre les thèses, mais se sont bornés à faire différentes observations complémentaires.

Varga a proposé d'ajouter un passage spécial sur les paysans pauvres, c'est-à-dire sur les petits paysans et les paysans parcellaires. J'ai rédigé les thèses, selon la terminologie russe. Nous ne faisons pas de distinction entre le petit paysan et le paysan parcellaire. Pour être précis, je pense donc que nous pouvons faire cette distinction.

Nous pouvons également adopter une autre proposition de Varga : noter dans les thèses qu'à l'époque actuelle la classe paysanne n'est pas, à elle seule, capable de gouverner d'une façon indépendante et durable.

Par contre, je ne partage pas l'opinion de Varga sur la formation des partis paysans, ni l'affirmation analogue de Dombal.

Toute l'argumentation de Varga consiste en ceci : nous affirmons nous-mêmes que la classe paysanne se politise ; or, l'expression de cette politisation est le parti politique ; donc, nous devons avoir un parti politique de paysans. Cela peut être juste du point de vue de la logique formelle, mais du point de vue dialectique et réel ce n'est pas juste. Peut-on dire en général qu'une union paysanne soit une organisation non politique ? Je pense qu'il est faux, de dire qu'une organisation de classe peut exister sans avoir un caractère politique. Les organisations paysannes ont un caractère politique, de même que les organisations syndicales. La C.G.T. ne joue-t-elle pas un rôle politique en Allemagne ? Naturellement ! Et pourtant ce n'est pas un parti politique. L'Union paysanne n'a-t-elle pas joué un rôle politique en Russie ? Naturellement ! Et pourtant elle n'était pas un parti politique. Dans le cadre de cette union, agissaient les socialistes-révolutionnaires, les mencheviks et notre parti. C'est le cas aussi en ce qui concerne les organisations paysannes actuellement existantes. Elles existent, elles grandissent, de nouvelles se forment, et au sein de ces organisations il n'y a parfois non pas un, mais plusieurs partis politiques. Il se peut que ces partis ne se distinguent que très peu entre eux, mais ils sont là.

Varga dit que les principales revendications des paysans sont dirigées contre l'Etat bourgeois. C'est trop catégorique : on pourrait avoir l'impression que les organisations paysannes sont les plus grandes organisations révolutionnaires. Elles ne sont pas contre l'Etat, elles lui posent seulement des revendications à la fois économiques et politiques, par exemple dans la question des impôts.

La plupart des revendications des paysans ont ce caractère. Les éléments paysans avancés ne sont pas encore assez avancés pour dresser des revendications directement révolutionnaires. On ne saurait dire : ou bien ces revendications sont politiques, et alors nous avons besoin d'un parti politique, ou bien elles sont économiques, et alors nous n'avons pas besoin de parti politique. C'est ainsi que Varga et Dombal après lui posent la question. Ce n'est pas un hasard si les paysans s'organisent prudemment, non pas sous une forme politique nettement exprimée, mais sous la forme d'unions paysannes. En un sens, il n'y a pas de différence entre union paysanne et parti paysan, parce que les revendications économiques sont intimement liées aux revendications politiques. Et pourtant, en un autre sens, il y a une différence relative. Le parti politique est une formation beaucoup plus stricte, ayant un programme fixe et une discipline ferme, etc. Au sein d'un parti, il ne peut y avoir trois ou quatre autres partis. Dans une union, c'est possible. Il y a, il est vrai, des partis politiques qui portent ce caractère, mais tout le monde comprend que le Labour Party anglais, par exemple, est une sorte d'organisme intermédiaire entre l'union et le parti politique au sens propre du mot. Ce qui est spécifique pour une union paysanne, c'est précisément son caractère mixte. Pour nous, il vaut mieux avoir une organisation de ce genre, ne fût-ce qu'à cause des possibilités d'influence qu'elle nous donne sur les masses. Au contraire, il n'y a que ceux qui acceptent son programme, et qui exécutent strictement tout ce qu'il prescrit, qui peuvent adhérer à un parti politique

La liberté d'action est plus grande dans l'union paysanne. Nos camarades peuvent y pénétrer et, vu l'état amorphe de la classe paysanne, ils peuvent y créer un noyau par lequel nous pourrions gagner un nombre toujours croissant de partisans. Dombal nous propose une solution : ni union, ni parti, mais une forme intermédiaire. Mais, de cette façon, nous ne ferions que créer un nouveau terme, rien de plus. Le caractère spécifique de l'union paysanne est précisément la forme d'organisation la moins serrée, donnant la possibilité de réunir des membres de différents partis ou sans parti. Aucun argument objectif n'a été invoqué contre : on s'est borné à dire que les partis croîtront à mesure que les paysans se politiseront. Mais alors, les unions paysannes aussi se politiseront. Tout dépend des circonstances et du travail bon ou mauvais que nous y ferons.

Dombal nous reproche de n'avoir pas précisé ce que nous ferons dans les ailes gauches des unions paysannes.

C'est tout à fait clair : nous en servir pour étendre notre influence, pour *conquérir* la majorité de la population travailleuse. Par quels moyens ? Ici se pose la question de notre politique, de notre organisation, des moyens d'entraîner les masses dans les actions véritables.

Mechtchériakov a fait deux remarques : l'une sur le crédit. Il est parlé du crédit dans les thèses, mais on pourrait peut-être développer ce passage. L'autre, ou bien repose sur un malentendu, ou bien vient d'un point de vue erroné. Il a été dit dans les thèses que nous avons besoin d'une organisation séparée des travailleurs agricoles, qui peut — et non pas « doit » — entrer dans l'organisation commune des paysans. Mechtchériakov prétend que l'expérience italienne a prouvé la fausseté de cette thèse. Or, le camarade Grieco a dit qu'en Italie les réunions communes des paysans et des ouvriers agricoles n'ont mené à rien, mais il a ajouté qu'on a vu en même temps que des unions fédératives, des organisations, des centrales communes, etc., étaient possibles. On n'a pas trouvé la forme adéquate, mais il reste qu'en général une liaison organique est possible et désirable. Si nous avons déjà le prolétariat agricole à nos côtés, il nous sera bien plus facile d'influencer les petits paysans.

Dans la préface de Varga à son livre *Sur l'état du mouvement paysan*, il y a deux alinéas qui sont absolument faux. Voici le premier :

« La social-démocratie a toujours empêché de deux façons la création d'une alliance de classe entre les ouvriers des villes et des campagnes, et elle a ainsi agi d'une façon contre-révolutionnaire. Premièrement, en dressant une barrière entre les possesseurs et les non-possesseurs, elle a classé les paysans travailleurs, même les paysans pauvres, parmi les possesseurs. Ainsi elle a tracé une division formelle au lieu de la juste division de classes entre exploités et exploités, et a servi objectivement les intérêts des exploités en augmentant leur camp aux dépens du prolétariat. »

La faute de la social-démocratie n'a pas consisté à parler de possesseurs et de non-possesseurs. Il faut bien faire une distinction entre possesseurs et non-possesseurs, entre les couches sociales ayant part à la propriété privée et les autres. Mais cette distinction n'est pas suffisante. Lénine l'a noté en élaborant notre premier programme, dans sa polémique contre [Plékhanov](#) : d'abord, nous devons nous délimiter comme classe révolutionnaire, comme prolétariat, à l'égard de toutes les autres classes ; ensuite, après nous être constitués, nous avons à déterminer nos rapports avec certaines autres classes : dans cette seconde phase, nous faisons la distinction entre la propriété acquise par le travail et la propriété capitaliste, entre la propriété qui est liée à l'exploitation et celle qui ne l'est pas. C'est là que la social-démocratie a commis différentes bêtises et différents crimes politiques. Mais la formule de Varga est inexacte.

Et voici son second passage :

« Les deux positions étaient la conséquence naturelle de l'orientation générale de la social-démocratie, qui s'est toujours considérée comme le parti de la classe ouvrière industrielle au sens étroit du mot, poursuivant le but d'améliorer la situation de cette classe au sein du capitalisme en changeant la répartition des revenus. »

C'est là aussi une formule très imprudente : je pense que Varga voulait dire autre chose. Nous sommes bien un parti ouvrier, et non pas un parti ouvrier et paysan. Nous sommes avant tout le parti du prolétariat industriel. Affirmer cela n'est pas trahir la cause ouvrière. La faute ne réside donc pas là. Le crime politique de la social-démocratie consiste à placer la classe ouvrière dans une relation inexacte avec la paysannerie, à ne voir que ce qui se passe dans le prolétariat, sans comprendre que cette classe et son parti doivent avoir un allié.

Pourquoi dire tout cela ? C'est qu'il y a chez nous deux dangers : l'un est que nous restions passifs envers les paysans, et l'autre que nous nous dissolvions dans la paysannerie. Si nous nous dissolvons, nous ne sommes pas marxistes, nous ne sommes pas un parti ouvrier, et nous ne pourrions pas maintenir la dictature du prolétariat. La doctrine léniniste sur le bloc ouvrier et paysan ne dit pas seulement que nous sommes pour le bloc des ouvriers et des paysans, mais aussi que dans ce bloc l'hégémonie appartient à la classe ouvrière. Cela est valable aussi après la conquête du pouvoir. Nous nous appelons parfois gouvernement ouvrier et paysan : en réalité, il y a la dictature de la classe ouvrière, d'une classe qui s'est constituée en pouvoir d'Etat, mais en alliance avec la paysannerie. Nous avons de très bons rapports avec la classe paysanne, nous nous appuyons sur la classe paysanne, mais selon notre caractère social nous sommes un pouvoir prolétarien.

Dans la formule de Varga, cette « nuance » échappe. Je devais faire ces corrections, car en général cet ouvrage de Varga est excellent. Il importait d'éviter toute confusion, à une époque où la plupart de nos camarades sont encore infectés de l'esprit corporatiste. Une clarté théorique parfaite est indispensable pour déterminer une ligne politique nette, et c'est ce dont nous avons besoin. (*Applaudissements.*)